



**Célébration du 13 Août 2015, Date Anniversaire de la Proclamation de
l'Indépendance de la République Centrafricaine**

**Adresse à la Nation de Son Excellence
Madame la Chef de l'Etat de Transition**

Centrafricaines, Centrafricains,

Mes chers compatriotes,

Le 55^e anniversaire de l'accession de notre pays à l'indépendance politique me donne l'occasion de m'adresser encore à vous comme je l'avais fait l'année dernière à la même date. Cette tradition doit être respectée parce que le 13 Août est chargé de symbole pour nous tous.

Il s'agit en effet d'une date marquante de l'histoire de notre pays puisqu'elle a consacré le passage d'un pays colonisé à un Etat indépendant. Tout en exaltant les figures emblématiques de la lutte pour cette indépendance qui, aux côtés de Barthélemy BOGANDA, ont posé les bases de la construction de l'Etat indépendant, je vous invite tous à méditer ce que nous avons fait de l'héritage de ces pionniers.

Je suis fondée à faire cette interpellation car, comparativement aux autres pays qui ont accédé à l'indépendance au même moment que nous, nous ne sommes nullement fiers du bilan de notre indépendance.

En effet, nombreux sont les Centrafricains qui ne sont pas fiers de la situation de leur pays qui a pourtant tous les atouts pour se développer et se hisser au même niveau que les Etats prospères.

Aussi, dès mon accession à la tête de l'Etat en janvier 2014, je me suis engagée, dans le court délai de la Transition, de m'investir à fond dans le relèvement des défis majeurs de notre pays qui étaient d'ordre sécuritaire, politique, humanitaire et économique. Quand on sait l'état dans

lequel le pays se trouvait en janvier 2014, on peut aisément mesurer le chemin parcouru et noter les efforts accomplis.

Sur le plan sécuritaire, la tendance générale est très nettement positive, malgré la persistance d'incidents liés davantage au banditisme et à la transhumance.

Certes, le contexte global reste encore fragile à cause des poches de résistance à la dynamique de paix. Il n'en demeure pas moins que nous sommes résolument sur la voie de la normalisation de la situation du pays, après la tenue du forum national de Bangui dont le Comité de Suivi mis en place est désormais à pied d'œuvre pour veiller à l'application effective des recommandations issues de ce rendez-vous des Centrafricains.

Mes chers compatriotes,

Nous devons tous nous réjouir de cette embellie et être fiers de notre capacité de résilience et de relèvement des défis qui ont permis d'arriver à ce résultat qui est positivement apprécié par tous nos partenaires.

Cette satisfaction incontestable ne doit cependant pas masquer les défis et les difficultés qui demeurent dans le processus de sortie durable de crise. En effet, bien qu'elle s'améliore, la sécurité demeure encore fragile.

C'est pourquoi, nous devons poursuivre inlassablement nos efforts de sécurisation, de désarmement, de cohésion sociale et de réconciliation véritable.

Après le forum national de Bangui que toute la population a vécu dans l'enthousiasme et la ferveur, l'espoir est permis en Centrafrique et c'est à dessein que j'ai immédiatement mis le cap sur l'organisation du référendum constitutionnel et des élections législatives et présidentielle qui devraient marquer la fin de la Transition.

Ma volonté de garantir de bonnes élections s'est manifestée sans ambages dans la mise en place d'un cadre stratégique des élections ayant la vocation d'appuyer les efforts de l'ANE visant à organiser des élections dans un pays entièrement détruit. Grâce à l'apport du cadre stratégique des élections, des avancées significatives ont été enregistrées dans la réalisation des opérations électorales à l'échelle du pays. Il en est particulièrement ainsi de l'opération d'enrôlement des électeurs à Bangui qui, malgré les difficultés de départ, s'est déroulée finalement de manière satisfaisante puisque le nombre des électeurs inscrits jusqu'au 6 août dépasse largement celui de l'année de référence qu'est 2011. D'importants efforts sont déployés pour résoudre les difficultés rencontrées dans le processus électoral, notamment dans les provinces.

Les Centres conjoints de coordination des opérations électorales récemment créées ont spécialement pour mission d'assurer un suivi diligent des problèmes rencontrés et d'apporter, en liaison avec l'ANE, les solutions appropriées.

Alors que ces appréciables efforts permettent d'avancer résolument sur la voie de l'organisation des élections et la sortie de la Transition, certains compatriotes trouvent le moyen de formuler des revendications totalement utopiques et irresponsables.

L'idée d'une 3^e transition que distille une partie de la classe politique rentre dans la catégorie de ces revendications. Au moment où toute la communauté nationale doit faire montre de lucidité, de perspicacité voire de patriotisme dans la gestion des problèmes politiques délicats, au lendemain du forum national de Bangui et de l'adoption d'un pacte républicain de réconciliation et de reconstruction nationale, nous assistons ces derniers temps à de fréquentes irruptions de violences, avec des objectifs politiques clairement perceptibles tant à Bangui qu'en province.

Après la tenue du Forum de Bangui, rien mais absolument rien, ne saurait justifier ces actes. Comment comprendre cette volonté de retourner à la case de départ avec toutes les conséquences négatives pour les populations ?

Quant à l'idée saugrenue d'une 3^e transition qui n'est pas nouvelle puisqu'elle a déjà été agitée à Nairobi, le moins qu'on puisse dire est qu'elle procède d'un aventurisme politique. Il est honnête que ceux qui n'ont pas les capacités d'aller aux élections ne se cachent pas derrière l'artifice d'une 3^e transition inacceptable au regard des engagements pris vis-à-vis de nos partenaires internationaux.

Que ferait de plus une 3^e transition que la transition actuelle n'a pas déjà fait? Pourquoi une 3^{ème} transition alors que je ne serais pas candidate aux prochaines échéances électorales et que ma détermination à organiser les élections est manifeste ? Pourquoi vouloir maintenir le pays indéfiniment dans une transition politique avec les conséquences au plan des relations internationales que l'on connaît ?

Au regard de toutes les agitations et tentatives de déstabilisation qui s'organisent actuellement à l'approche du 17 août, ce sont là autant de questions qui méritent réflexion. D'ailleurs qui a dit que la Transition devrait prendre fin le 17 août ? J'invite les auteurs de cette interprétation tendancieuse des dispositions régissant la Transition à se référer à l'une des recommandations phares du forum de Bangui qui portait sur la prolongation de la Transition jusqu'à fin 2015 et le maintien en place de toutes les institutions de la Transition.

A ce propos, je suis plutôt heureuse de vous annoncer qu'en conformité avec les dispositions pertinentes de la Charte Constitutionnelle de Transition, suite à une requête conjointe du Chef de l'Etat de la Transition, du Président du Conseil National de la Transition et du Premier Ministre, Chef du Gouvernement de Transition, Son Excellence M. Ali BONGO, Président en exercice de la CEEAC, après consultations de ses pairs, a signé la lettre concédant formellement la prolongation de la Transition du 18 août au 30 décembre 2015.

Il se dégage donc clairement que nous n'avons pas une autre alternative que d'aller aux élections et de tenir le chronogramme proposé par l'ANE. Il est de l'intérêt supérieur du pays qu'il ait de nouvelles autorités légitimes et légalement établies en 2016. J'ai la responsabilité de veiller à cela et tout sera mis en œuvre pour avancer avec détermination sur l'organisation des élections.

Mes chers compatriotes,

Je suis informée des actions nuisibles en cours pour déstabiliser la transition.

Je mets en garde ces aventuriers connus qui ont pourtant montré leur limite dans la gestion du pouvoir dans un passé récent, qui ont plongé le pays dans le chaos et qui ont abandonné le peuple centrafricain à son triste sort dans les pires moments de la crise. Le peuple centrafricain profondément meurtri ne saurait oublier leur forfaiture.

En conséquence, je lance une sévère mise en garde à l'endroit de tous les auteurs de ces agitations actuelles et à venir ainsi que de tous ceux qui les soutiennent ou les instrumentalisent. Leurs actes ne resteront pas impunis.

Aujourd'hui, il est incompréhensible et inacceptable que des éléments opérant sous la bannière de groupes armés incontrôlés puissent continuer sans inquiétude de tuer, piller, voler les paisibles populations centrafricaines.

Il est tout aussi inadmissible que des individus poursuivis pour crimes et frappés par les sanctions ciblées des Nations Unies se permettent de narguer le peuple centrafricain et la communauté internationale en se déclarant candidat aux prochaines élections.

Je rappelle que les résolutions 2127, 2134 et 2196 du Conseil de Sécurité ont institué un régime de sanctions ciblées et individuelles à l'encontre de quiconque attise la violence ou ferait obstacle au processus de transition et aux efforts de la communauté internationale pour rétablir la stabilité en RCA.

Au moment où le Gouvernement appelle au rassemblement, à la tolérance et à la réconciliation nationale, certains de nos compatriotes veulent prendre sur eux la lourde

responsabilité de déstabiliser la transition.

En tant que Chef de l'État, je ne saurais tolérer aucun acte de nature à compromettre la Transition politique en cours et à déstabiliser la République Centrafricaine. J'appelle à cet égard tous les acteurs en RCA et tous les pays de la région à coopérer avec le Comité des sanctions du Conseil de Sécurité pour l'application effective du régime des sanctions.

Bien entendu, je condamne avec la dernière vigueur les crimes de guerre que constituent les attaques contre les soldats de la paix venus à notre secours et regrette très sincèrement les derniers actes qui se sont traduits par la mort de plusieurs casques bleus et de victimes innocentes. Je présente toutes mes condoléances à la MINUSCA et aux familles éprouvées. Les autorités de la transition par ma voix réaffirment leur plein soutien à la Mission de maintien de la paix dont l'arrivée en République Centrafricaine a été âprement obtenue à travers les diverses résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies afin d'assurer la protection des civils, de restaurer la paix et la sécurité dans notre pays.

J'invite en outre, les forces de la MINUSCA et les éléments de Sangaris à faire pleinement usage des mandats qui leur ont été confiés par le Conseil de Sécurité des Nations Unies pour accomplir leur mission dans notre pays.

Mes chers compatriotes,

Pour ma part, dans le laps de temps qui me reste à présider aux destinées du pays, je continuerai à mettre toute mon énergie à consolider une paix durable, à restaurer l'autorité de l'État sur tout le territoire national, à favoriser la réconciliation de toutes les filles et tous les fils de notre pays et à organiser des élections qui confirmeront la légitimité des acteurs en charge d'animer les institutions de la République.

Je formule le vœu que le 13 août de chaque année soit le jour d'un plus grand amour pour notre pays et d'un nouvel engagement en faveur de son indépendance véritable.

Je formule le vœu que le 13 août de cette année soit l'occasion pour le peuple centrafricain tout entier de réitérer son attachement indéfectible à l'Unité de la République Centrafricaine, une et indivisible, au Travail dans l'Unité et la Dignité, à la compréhension mutuelle, au dialogue, à la tolérance, à la laïcité, au respect mutuel, à la solidarité et à la défense de l'intérêt général.

Chers compatriotes, je vous appelle encore solennellement à vous unir à moi ainsi qu'à toutes les Autorités de la Transition pour aller résolument aux élections et ramener notre pays dans l'ordre constitutionnel en 2016.

Vive la République Centrafricaine indépendante,

Vive le peuple Centrafricain uni dans sa diversité et engagé vers un avenir meilleur.

Je vous remercie.